

« Si on ne fait rien, on risque de ne plus avoir de petits occitans à l'horizon 2040 ! »

Entretien avec André Cicolella, toxicologue, chercheur en santé et environnement, à qui l'on doit l'interdiction du Bisphénol A. En tant que président du Réseau Environnement Santé (RES), il organise le 4 juin prochain à la Grande Halle de L'Union, en partenariat avec le collectif blog assistance médicale à la procréation (BAMP!) un colloque scientifique gratuit et public sur l'infertilité.

Médiacités :

Avec son titre particulièrement accrocheur, « Y aura-t-il encore des petits occitans en 2040 ? cet évènement qui s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Nationale des Perturbateurs Endocriniens, résonne comme un cri d'alarme. Pourquoi ?

André Cicolella :

Selon l'étude de Santé Publique France dirigée par Joëlle Le Moal d'avril 2014, intitulée « Semen quality trends in French regions are consistent with a global change environmental exposure » une diminution globale de la concentration des spermatozoïdes et leur morphologie a été observée entre 1989 et 2005 chez 26 609 hommes. C'est le plus grand échantillon jamais utilisé pour étudier les tendances de la qualité du sperme. Que nous dit cette étude ? Que la concentration de spermatozoïdes a diminué dans presque toutes les régions de France. Surtout en Aquitaine et en Midi-Pyrénées qui sont les deux régions les plus touchées. Cette étude est sortie il y a quatre ans. Alors qu'elle constitue un sérieux avertissement en matière de santé publique, on n'a pas vu de mobilisation pour comprendre les causes de ce phénomène et pour agir. Or, si schématiquement, on trace une droite entre aujourd'hui et 2040, on arrive à un niveau d'infertilité générale, voilà la raison de ce titre.

Médiacités :

Est-ce qu'on a décelé les principales causes qui ont engendré et qui continuent d'engendrer cette baisse de la qualité des spermatozoïdes ?

André Cicolella :

L'hypothèse soulevée par l'auteur de l'étude est que Midi-Pyrénées est la première région française en termes de nombre d'exploitations agricoles et la deuxième au niveau des surfaces agricoles. Ce qui signifie que pendant des décennies, les populations du sud ouest ont été exposées à l'emploi massif d'un grand nombre de pesticides qui sont reconnus comme perturbateurs endocriniens. C'est une des explications majeures. Ces perturbateurs agissent directement sur l'organisme ou indirectement en engendrant de l'obésité qui par ailleurs est une cause d'infertilité ; on s'aperçoit qu'ils sont également impliqués dans les cancers du sein et les cancers de la prostate. Une explication complémentaire est la présence dans notre environnement proche d'autres perturbateurs endocriniens comme les phtalates et le Bisphénol A. Les phtalates sont des composés chimiques couramment utilisés comme plastifiant et que l'on trouve dans des produits du quotidien, tels que les cosmétiques, les rideaux de douche, les revêtements de sol, les peintures et même les médicaments. Quant au Bisphénol A, c'est une substance chimique que l'on trouvait jusqu'à son interdiction en 2015 dans tous les contenants alimentaires (biberons, bouteilles, conserves...). On dispose d'une étude chez le rat qui montre qu'au même niveau de contamination que celle l'espèce humaine, on induit une infertilité chez les fils, les petit-fils et les arrière-petit-fils ! Dans tous les cas, on est face à un risque caché qui ne se sent pas, qui ne se voit pas mais qui est particulièrement inquiétant.

Médiacités :

Comment fait-on pour sortir d'une telle situation ?

On a compris une partie des causes, donc on peut agir. Par exemple, on sait éliminer les phtalates en les remplaçant par d'autres composants chimiques. Quant aux pesticides, il faut pousser les

agriculteurs conventionnels à passer en bio. Seule une mobilisation totale du public permettra de d'éliminer ces substances. C'est pour cela que nous organisons ce colloque, pour donner au public le plus large possible des informations sur l'état actuel des connaissances. Sans cette prise de conscience qui doit dépasser les clivages politiques, nous continuerons d'être spectateur d'une catastrophe sanitaire qui se déroule là, sous nos yeux.